

## Premier Forum métropolitain de l'industrie cinématographique (FMIC) Les bonzes contre-attaquent

Pierre Barrette

---

Les cinémas nationaux face à la mondialisation  
Numéro 121, printemps 2005

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/5075ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

24/30 I/S

ISSN

0707-9389 (imprimé)

1923-5097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer cet article

Barrette, P. (2005). Premier Forum métropolitain de l'industrie cinématographique (FMIC) : les bonzes contre-attaquent. *24 images*, (121), 5-5.

# Premier Forum métropolitain de l'industrie cinématographique (FMIC) Les bonzes contre-attaquent

par Pierre Barrette

Le premier Forum métropolitain de l'industrie cinématographique (FMIC) a eu lieu à Montréal à la fin du mois de novembre dernier. Cette rencontre au sommet (d'une journée!), qui se présentait comme une occasion pour « tous les intervenants du milieu » de se réunir pour « convenir d'un véritable plan de développement stratégique », a finalement débouché sur deux propositions principales : doter l'industrie québécoise du cinéma d'un nouvel organisme chargé de sa promotion à l'étranger, et créer un fonds d'investissement privé-public de 50 millions, destiné à aider des productions « locales et étrangères ». Mais avant de se réjouir trop rapidement de cette initiative et d'une manne de nouveaux dollars qui lui échoirait, le milieu du cinéma devrait se demander à qui profiteront réellement ces mesures.

Déjà, lors de la conférence de presse qui précédait d'une semaine l'événement, les organisateurs avait donné le ton et balisé très nettement le terrain sur lequel ils entendaient que se déroule le forum : « Il faut convaincre les décideurs qu'un dollar investi dans l'industrie du cinéma est aussi valable qu'un dollar placé dans l'aérospatiale ou l'industrie pharmaceutique. On a malheureusement tendance du côté politique à ne nous associer qu'à la sphère culturelle », a d'abord noté Daniel Bissonnette, le commissaire du cinéma et de la télévision de Montréal. Épaulés dans leur mission par l'ex-directeur de Téléfilm Canada, François Macerola, les grands bonzes du discours économique-industriel entendaient bien en effet faire comprendre à tous que le cinéma est un secteur comme les autres, « comparable aux filières [sic] aéronautique et pharmaceutique ». Chiffres à l'appui, c'est le poids économique de l'industrie cinématographique (et lui seul) dans le paysage québécois qui a été mis en avant (nombre d'emplois, investissements, retombées...) et utilisé comme munition en vue

de soutirer davantage d'aide gouvernementale et de favoriser les partenariats public-privé (les PPP si chers au gouvernement Charest, aux oreilles de qui ce genre d'argument doit résonner comme la plus douce des musiques).

Pourtant, personne n'est dupe de cette stratégie de poudre aux yeux : toute l'entreprise, pilotée à moyenne distance par quelques grosses pointures qui ont largement profité de la manne du cinéma américain quand elle est passée et qui pâtissent de la rareté de telles productions depuis 18 mois, visait essentiellement à convaincre le gouvernement de hausser les crédits d'impôt à une hauteur qui rendrait le Québec plus compétitif sur le marché international, c'est-à-dire autour de 18 % (mission accomplie : l'annonce en a été faite à la fin de décembre 2004). On ne s'étonnera donc pas que le langage utilisé par nos « intervenants » (comme ils aiment tant s'autodésigner) relève de la plus pure abstraction économiste, et que le forum se soit déroulé en l'absence presque complète des créateurs – qui représentent aux yeux de ces magnats de l'industrie culturelle une quantité négligeable, dont ils ne peuvent malheureusement pas se passer complètement. D'ailleurs, il est remarquable, lorsque l'on tend une oreille attentive à cette langue de bois dans laquelle ils se complaisent, que jamais il n'est fait mention d'œuvres, de cinématographie, d'identité culturelle, sinon pour aligner une fois de plus la série de succès commerciaux qu'on doit au *renouveau* du cinéma québécois. Il s'agirait de produire des conserves, ou des meubles, que le discours ne serait pas différent.

On comprend bien dans ce contexte quelle idée du cinéma est défendue par les Macerola, Bissonnette et par la horde des vendeurs/locateurs de tout acabit qui rêvent d'une industrie boursouflée, sans réelle autonomie, capable d'offrir à Hollywood, en même temps qu'une main-d'œuvre à bon marché, des reconstitutions de Boston ou de Londres plus vraies que vraies. Si le cinéma québécois, qui se tar-

gue de faire concurrence aux *blocbusters* sur le plan local, commence déjà à en emprunter les stratégies, l'esprit sinon la lettre à défaut des moyens qu'il n'aura jamais, imaginons ce qu'il en sera lorsque cette logique de partenariat avec le privé, de profits, de courbes de fréquentation des salles aura totalement triomphé!

Que deviendront les projets d'un Forcier, d'un Morin et de tant d'autres, quel sens prendra l'expression cinéma indépendant quand toutes les ficelles seront tirées par des *intervenants* à genoux devant l'autel du profit?

Parions que ce premier Forum métropolitain de l'industrie cinématographique est un pas de plus dans la voie de la marchandisation effrénée de la culture, à laquelle participent avec enthousiasme la plupart de nos institutions (Téléfilm, la Sodec, le bien nommé ministère des *Affaires* culturelles), et face à quoi nous ne pouvons que revendiquer, encore une fois et avec les modestes moyens qui sont les nôtres, un espace de création véritable qui soit à l'abri du plus stupide des despotes en matière culturelle : le marché. 

